

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 15 (1999)

Vorwort: Avant-propos
Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

AVANT-PROPOS

Des considérations économiques et techniques ont prévalu pendant long-temps dans l'intérêt historiographique porté aux archives d'entreprises. Avant tout lieu de décision économique, d'élaboration de stratégie, de progrès technologique ou de conflits touchant à sa survie, l'entreprise est d'abord apparue sous les aspects d'une unité jouant tant bien que mal son rôle dans un environnement qu'elle subissait autant qu'elle essayait de le dominer. Les fondements de l'histoire d'entreprise comme terrain scientifique et, dans cette perspective, l'utilisation des archives d'entreprises comme sources exploitables se sont d'abord rattachés à ces préoccupations qui en ont explicité l'apparition et assuré les développements ultérieurs : c'est clair pour les Etats-Unis, les précurseurs en la matière, mais c'est aussi le cas pour les pays européens¹. Encore plus tardif, l'engouement constaté en Suisse s'est nourri de différentes impulsions qui ne viennent cependant pas démentir ce constat².

Si, pour évidente qu'elle soit, la perspective sociale n'a pas été un fer de lance dans ces enjeux, ce n'est pas forcément dû à un manque d'intérêt. Dès les années 1970, les monographies d'entreprises ont abordé ces aspects parce qu'ils sont indissociablement liés à leur existence même et, pour le chercheur, à leur compréhension³. Comment concevoir ces unités économiques sans en apprécier toutes les composantes ? Comment décrire une entreprise, comprendre ses mécanismes, définir ses rouages, expliciter ses succès ou ses revers, sans les relier à tous les déterminants qui en saisissent les tenants et les aboutissants ?⁴ Si la trajectoire d'une entreprise s'explique autant dans les ateliers que dans les bureaux directoriaux, il s'agit d'en appréhender toutes les formes.

Les conceptions patronales des relations sociales ont ainsi fait l'objet d'importantes études : les entreprises sont nombreuses à avoir gagné l'adhésion de leur main-d'œuvre et à s'assurer une paix sociale, condition à un meilleur ancrage économique, grâce à des stratégies recourant à l'image de la famille se

1. Jean-Pierre DAVIET, «Anciens et nouveaux visages de la Business History», in Yves LEQUIN et Sylvie VANDECASSELE (éd.), *L'usine et le bureau. Itinéraires sociaux et professionnels dans l'entreprise XIX^e et XX^e siècles*, Presses universitaires de Lyon, 1990, pp. 21 ss. et Maurice HAMON et Félix TORRES (sous la direction de), *Mémoire d'avenir. L'Histoire dans l'Entreprise*, Paris, Economica, 1987.

2. Cf. les travaux de François JEQUIER, notamment «L'histoire des patrons est-elle réactionnaire?», in *Etudes de Lettres*, Lausanne, avril-juin 1979, pp. 15-48.

3. François CARON, «L'Entreprise», in Pierre NORA (dir.), *Les lieux de mémoire, III. La France, 2. Traditions*, Paris, 1992, pp. 323 ss.

4. Pour ces questions, cf. François JEQUIER, «Quelques réflexions sur la place de l'histoire des entreprises dans l'histoire économique et sociale», in *Revue européenne des sciences sociales et Cahiers V. Pareto*, 1979, pp. 59-77.

regroupant autour d'un père, le patron. En Europe, le patronage et, dans sa forme plus achevée, le paternalisme ont réglé l'univers des entreprises dans un moule qui a dominé tout le XIX^e siècle et, pour certaines, jusque tard dans le XX^e siècle⁵. Cette matrice sociale a d'ailleurs fourni l'essentiel de l'argumentation à une historiographie américaine pour expliquer le retard et la mollesse du développement industriel de la France au XIX^e siècle. Seule l'érosion des entreprises familiales et des vertus paternalistes qu'elles défendaient aurait pu lui assurer un essor durant l'entre-deux-guerres⁶.

Quelle que soit la portée de sa valeur explicative, cette approche reste très dépendante de la conception hiérarchique de l'entreprise. C'est la vision patronale qui est ici mise en évidence, parce qu'en déteignant sur le comportement de l'entreprise, elle détermine en même temps l'ensemble des itinéraires du personnel. Dans cette perspective, la naissance d'une culture d'entreprise aurait pour fondement la responsabilité patronale à assumer un rôle, non seulement dans l'orientation économique de l'entreprise, mais également dans la définition politique de la société.

L'article d'Olivier Schmid, que l'on peut lire dans ces cahiers, en montre toutes les implications dans le cadre de l'entreprise de chocolat Suchard. Avec l'arrivée de Carl Russ à sa tête, l'entreprise neuchâteloise a développé un véritable modèle d'action dont bon nombre d'entreprises suisses se sont inspirées par la suite. Alliée à un changement de générations patronales, la montée en puissance du mouvement ouvrier établit cependant, à terme, de nouveaux codes de comportement qui viennent battre en brèche ce dogme du «contrôle total» dont les effets ont certainement anesthésié les capacités mobilisatrices du personnel en même temps qu'ils obligaient le patronat à innover en fonction des changements conjoncturels. Bâti sur le socle de la prospérité, le paternalisme de Suchard s'effondra lors des crises de l'entre-deux-guerres quiachevèrent de casser l'image de la «bonne maison», incapable comme par le passé d'assumer son devoir de pourvoyeuse de travail et de bien-être social, en échange de la fidélité du personnel affaibli par les licenciements.

5. Cf. Sylvie SCHWEITZER (textes réunis par), *Logique d'entreprises et politiques sociales des XIX^e et XX^e siècles*, Lyon, Centre J. Cartier, 1993 et Gérard NOIRIEL, «Du «patronage» au «paternalisme» : la restructuration des formes de domination de la main-d'œuvre ouvrière dans l'industrie métallurgique française», in *Le Mouvement Social*, n° 144, 1988, pp. 17-35. Pour un bon exemple de monographie d'entreprises développant cette thématique, Pierre LAMARD, *Histoire d'un capital familial au XIX^e siècle : le capital Japy (1777-1910)*, Belfort, Société belfortaine d'émulation, 1984.

6. C'est une thèse classique dans l'historiographie économique. Cf. David LANDES, «French Entrepreneurship and Industrial Growth in the Nineteenth Century» in *Journal of Economic History*, 1949, pp. 45-61 et la vigoureuse réplique de François CARON, «Histoire économique et histoire globale», in *L'histoire et ses méthodes. Actes du Colloque franco-néerlandais de novembre 1980 à Amsterdam*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1981, pp. 141-157.

À côté de toutes ces interrogations sur la portée des responsabilités patronales et le sens de leurs actions aux différents échelons de l'entreprise, une réflexion spécifiquement centrée sur les questions de la main-d'œuvre, de son existence et de son organisation au sein des ateliers, de ses sentiments et de son action, représentait une direction historiographique tout à fait légitime. Mis à part la méfiance de beaucoup d'entreprises à ouvrir leurs archives – méfiance d'ailleurs pas uniquement liée à l'étude des questions sociales –, des problèmes méthodologiques en refrénaient le mouvement. En effet, les archives d'entreprises rassemblent une masse de documents qui proviennent essentiellement des bureaux directoriaux, peu des ateliers. L'histoire de l'usine s'efface derrière l'histoire de la direction qui détient, pour l'essentiel, la mémoire écrite. La main-d'œuvre est avant tout un facteur de production et elle apparaît dans les archives en termes de coûts sous la forme de listes nominales et numériques : fichier du personnel, registre des entrées et des sorties, listes des salaires et listes des licenciements dans les périodes de crises. Elle apparaît également sous la forme de remarques ponctuelles, d'allusions plus ou moins brèves selon les circonstances, dans les procès-verbaux des Conseils d'administration et des Conseils de direction. Les sources photographiques, généralement très nombreuses dans les entreprises, permettent également d'en révéler certains aspects. Bref, nous connaissons bien le poids de la main-d'œuvre, mais guère sa voix. La connaissance de l'entreprise reste avant tout celle qui est livrée par ses dirigeants, ses propriétaires, ses responsables.

Même si elles conditionnent la portée des résultats, ces limites n'ont pas pour autant empêché des recherches dans l'exploitation de toutes ces informations. Deux directions ont notamment été explorées : la première a concerné spécifiquement l'histoire du travail, alors que la seconde s'est plus précisément portée sur l'histoire sociale de la main-d'œuvre. Les archives d'entreprises ont pu ainsi amener à mieux comprendre la vie des ateliers et leur organisation interne⁷. Elles ont permis de reconstruire le processus de production dans ses différentes dimensions (technique, économique, psychologique et culturelle), ses modifications dans le court, le moyen et le long terme et ses incidences sur la main-d'œuvre⁸. Trois communications réunies dans le présent numéro en abordent quelques aspects. Gilles Forster analyse l'impact du phénomène de rationalisation dans l'entreprise Sécheron à Genève, une des entreprises pionnières en Suisse en la matière ; Joëlle Knobel Wenger s'attelle à dégager les

7. Sylvie SCHWEITZER, *Des engrenages à la chaîne. Les usines Citroën, 1915-1935*, Presses universitaires de Lyon, 1982.

8. Cf. le travail de Rudolf JAUN qui a en partie reposé sur des archives d'entreprises, *Management und Arbeiterschaft. Verwissenschaftlichung, Amerakinisierung und Rationalisierung der Arbeitsverhältnisse in der Schweiz, 1873-1959*, Zürich, Chronos, 1986. Pour la France, voir la monumentale étude d'Aimée MOUTET, *Les logiques de l'entreprise. La rationalisation dans l'industrie française de l'entre-deux-guerres*, Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales, 1997.

débats relatifs à la question des salaires dans la manufacture horlogère biennoise Louis Brandt & Frère (future Omega); c'est aussi en partie le cas avec le texte d'Alain Cortat sur Condor, entreprise de cycles à Courfaivre dans le Jura. Tous ces articles montrent la difficulté pour la main-d'œuvre d'intégrer et de comprendre le sens des changements qui devaient en principe améliorer, sous le couvert de la rationalisation et du progrès technique, ses conditions de travail. Le quotidien ouvrier est vécu autrement et, par rétroaction, les avantages économiques semblent moins importants que ce que l'on en espérait.

Grâce à un patient travail de mise en série des données statistiques, l'histoire sociale du travail a aussi permis de mettre en évidence la structure de la main-d'œuvre (origine, âge, sexe, statut civil, etc.)⁹, ainsi que l'histoire des trajectoires individuelles¹⁰. Ces recherches révèlent des configurations nouvelles sur l'histoire socio-économique du monde du travail. Le texte de François Kohler sur le personnel de l'entreprise Wenger à Délémont en fournit un bel exemple. Même si elle reste très sensible à la conjoncture, nous voyons notamment que la fidélité du personnel augmente avec l'âge de l'entreprise. La main-d'œuvre se présente dans sa variété et sa richesse. Mais celles-ci en expliquent aussi ses difficultés. La cohabitation entre main-d'œuvre qualifiée et non-qualifiée, féminine et masculine, indigène et étrangère, fixe et temporaire, jeune et âgée génère des hiérarchies, des concurrences, des rapports de force et des incompréhensions dont le patronat s'est abondamment servi dans ses stratégies salariales et de recrutement¹¹. Sur ces aspects, les textes de Gilles Forster et Joëlle Knobel Wenger sont révélateurs de la multiplicité des modalités.

Bref, on peut trouver dans les archives d'entreprises un réservoir inépuisable de matériaux qui précisent les contours du monde du travail, de son pouvoir de réaction, de son autonomie. C'est le domaine historiographique qui a certainement le plus profité de leur ouverture.

L'exploitation des archives d'entreprises dans la perspective d'une histoire des luttes politiques et syndicales reste plus problématique. En regard des limites méthodologiques évoquées ci-dessus, il n'y a rien d'étonnant à ce que, pour l'essentiel, celle-ci se soit basée sur des sources attestant l'existence économique, politique, idéologique et sociale du monde ouvrier en dehors de son

9. Le meilleur travail en la matière reste celui d'Alain DEWERPE et Yves GAULUPEAU, *La fabrique des prolétaires. Les ouvriers de la manufacture d'Oberkampf à Jouy-en-Josas 1760-1815*. Paris, Presses de l'Ecole Normale Supérieure, 1990. Quelques éléments dans le travail sur Paillard de Laurent TISSOT, E. Paillard & Cie, SA. *Une entreprise vaudoise de petite mécanique. Entreprise familiale, diversification industrielle et innovation technologique*, Cousset (FR), Editions Delval, 1987, pp. 82-99.

10. On en trouve une bonne illustration dans les communications réunies par Yves LEQUIN et Sylvie VANDECARTEELE (Ed), *op. cit.*

11. Rudolf VETTERLI, *Industriearbeit, Arbeiterbewusstsein und gewerkschaftliche Organisation. Dargestellt am Beispiel der Georg Fischer (1890-1930)*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1978.

cadre de travail : les archives syndicales et politiques, la presse, les mémoires, les archives publiques (police, administration, etc.) contiennent davantage d'informations, d'analyses et de précisions sur ses actions revendicatrices, ses conflits, ses attentes, ses représentations¹².

Malgré leurs limites, l'ouverture progressive des archives a pourtant vu l'histoire d'entreprises amorcer des percées importantes dans de nombreux domaines jusqu'ici uniquement traités en recourant à des archives «classiques». Plus qu'un complément à ces dernières, les archives d'entreprises permettent une meilleure estimation du poids réel des actions syndicales et politiques sur le patronat, ainsi que l'intensité de leur impact¹³. Elles autorisent notamment à mieux mesurer les marges de manœuvre laissées à la main-d'œuvre, les occasions perdues ou ratées faute d'une meilleure appréciation de la volonté patronale et d'une meilleure analyse des démarches et des intentions.¹⁴

La communication de Laurent Tissot sur l'élaboration d'une stratégie sociale chez Paillard à Sainte-Croix et à Yverdon montre l'importance à la fois des pressions syndicales et des déterminants conjoncturels. Loin de ne s'expliquer que par une fixation sur le danger syndical, la difficulté de la FOMH à s'y faire reconnaître s'alimente à ce vieux fond fédéraliste, si présent dans les mentalités patronales vaudoises et qui dénie à tout intervenant extérieur, patronal ou syndical, le droit de se mêler des affaires de l'entreprise. Si les théories corporatistes ont pu présenter une alternative crédible à la reconnaissance syndicale, c'est qu'elles pouvaient encore modeler les attitudes des partenaires vers des objectifs communs : la défense de l'entreprise, son autonomie d'action et la référence à une culture spécifique. Alain Cortat montre également un autre aspect de l'histoire du mouvement ouvrier : les archives de Condor font découvrir l'entreprise comme un espace de lutte entre les confédérations syndicales. Le degré de militantisme admis au sein de l'entreprise jurassienne est fortement dépendant des choix patronaux adoptés en la matière et des changements de rapport de force dans la pénétration syndicale.

En consacrant le dossier central de ce numéro des *Cahiers aux liens entre les archives d'entreprises et l'histoire du mouvement ouvrier*, l'AEHMO a voulu mieux faire saisir l'importance de ce matériau pour sa compréhension. Les communications rassemblées ici par Laurent Tissot s'attachent à en développer quelques aspects : les configurations sociales, les rapports de domination, la

12. Pour un bilan historiographique, cf. Brigitte STUDER et François VALLOTTON (sous la direction de), *Histoire sociale et mouvement ouvrier, 1848-1998*, Lausanne/Zurich, Editions d'En bas/Chronos, 1998.

13. Rudolf VETTERLI, «Arbeitsalltag, Konflikt und Arbeiterbewegung in einem Grossunternehmen», in *Arbeitsalltag und Betriebsleben. Zur Geschichte industriellen Arbeits- und Lebensverhältnisse in der Schweiz*, Hg. vom Sozialarchiv zum Jubiläum seines 75 jährigen Bestehens, Dissenhofen, Verlag Rüegger, 1981, pp. 269-314.

14. Jean-Paul DEPRETTO et Sylvie V. SCHWEITZER, *Le Communisme à l'Usine. Vie ouvrière et mouvement ouvrier chez Renault 1920-1939*, Edires, 1984.

structure de la main-d'œuvre, ses attentes, ses contraintes, mais aussi ses espoirs et ses peurs s'éclairent d'un jour nouveau parce que les archives d'entreprises les saisissent sur les lieux mêmes du travail. Même si le regard patronal est constamment présent et brouille, dans une certaine mesure, la clarté des intentions, les archives d'entreprises livrent la substance des logiques qui font l'entreprise en même temps qu'elles façonnent les comportements et les réflexes.

Il ne s'agit pas pour autant de tirer de ces études des généralisations et de faire des archives d'entreprises le sésame permettant d'accéder à la vérité historique. L'histoire du mouvement ouvrier n'a pas attendu leur ouverture pour se construire et s'affirmer. Si, d'une part, elle s'est surtout faite sans elles, d'autre part, elle ne doit pas dorénavant ne se faire qu'avec elles. De plus, la limite de la monographie d'entreprise doit être relevée. L'exemplarité ne prouve rien si elle n'est pas rapprochée d'autres sources, d'autres éclairages.

Le recentrage doit plutôt s'opérer dans des dimensions thématiques de nature à mieux mettre en évidence les problématiques importantes. On serait porté à privilégier une approche transversale des archives d'entreprises qui s'appuierait sur les archives classiques pour développer des aspects encore trop mal connus en Suisse : les forces et les faiblesses de l'organisation du monde ouvrier au sein de l'entreprise, les stratégies de recrutement de la main-d'œuvre, les stratégies salariales, les formes de hiérarchisation et de domination, les méthodes utilisées pour empêcher l'implantation de structures syndicales indépendantes de l'entreprise (commissions d'entreprise, par exemple), les itinéraires professionnels, les questions relatives aux qualifications et aux déqualifications, de promotion et de relégation, d'apprentissage et de savoir-faire. Ce ne sont là que quelques directions où, couplée avec des archives classiques, une utilisation large et comparative des archives d'entreprises est à même de dégager des perspectives qui nuancent les maigres portraits qui en ont été dressés ailleurs et qui n'ont été qu'ébauchés ici.

À cet égard, il faut signaler les efforts d'associations et de sociétés qui contribuent à faire mieux connaître l'existence d'archives d'entreprises et s'efforcent d'amener à leur ouverture : à Genève, la Fondation pour la sauvegarde des archives d'entreprises, à Delémont, l'Association pour les Archives industrielles et économiques du Jura (AIEJ) sensibilisent les milieux économiques et sociaux par des campagnes, des rencontres, des bulletins d'informations. Dans le même esprit, un groupe de travail sur les archives d'entreprises s'est depuis quelque temps constitué au sein de l'Association suisse des archivistes. Une liste des archives d'entreprises déposées au sein des archives publiques (cantonales ou locales) est maintenant disponible sur *Internet* (<http://www.ub.unibas.ch/wwz/vsa/vsa-arc.htm>). Relevons encore qu'un groupe de travail sur l'histoire d'entreprises s'est récemment formé au sein de la Société suisse d'histoire économique et sociale.

Si elles rendent compte de l'intérêt grandissant en Suisse pour l'histoire d'entreprises, toutes ces initiatives pourront renforcer aussi la présence des archives d'entreprises dans l'étude du mouvement ouvrier. Ainsi pourront-elles favoriser de futures recherches sur les confrontations sociales et la discipline du travail.